Les banques européennes auraient besoin de 4000 milliards de dollars

25/09/2011 à 8h00

La recapitalisation de certaines banques européennes est - désormais présentée comme inévitable. De plus, le spectre de l'assèchement de crédit a rejailli. Les banques européennes pourraient faire face à des besoins de liquidités à court terme d'au moins 4000 milliards de dollars, selon une étude de la Banque de règlements internationaux (BRI) rendue publique il y a une semaine mais passée inaperçue.

Ulysse entre Charybde et Scylla. Médaillon.
4e siècle avant JC.

> ***Les obligations ont longtemps été perçues comme un placement plus sûr que les actions, même si les rendements sur les titres de dette d'États sont généralement plus faibles. Mais avec la crise des dette publiques dans la zone euro et aux États-Unis, les obligations souveraines sont devenues un danger pour les établissements financiers.***

Les banques doivent donc diversifier leurs actifs obligataires pour éviter une trop forte exposition aux pays en difficulté, mais elles ne pourront pas totalement se prémunir des risques pesant sur les dettes d'État, ont estimé dans une étude des économistes de la Banque des règlements internationaux (BRI), qui a son siège à Bâle. Le danger est particulièrement élevé pour les banques de pays qui sont eux-mêmes en difficultés budgétaires, car un abaissement de la notation d'un pays augmente le coût de financement pour ces banques et détériore leur accès au marché.

Des banques grecques, irlandaises et portugaises ont ainsi vu augmenter “à des niveaux extrêmement élevés” les coûts pour les contrats de couverture contre le défaut de paiement (CDS, Credit Default Swap) et certaines ont même vu leurs actifs de clientèle diminuer, devenant du coup plus dépendantes des liquidités fournies par les banques centrales, toujours selon l’étude de la BRI.

Selon les statistiques de la BRI, les banques françaises détenaient ainsi fin mars une exposition de 146,1 milliards de dollars à la dette espagnole, dont 32,6 milliards du secteur public.

Les établissements allemands sont également fortement exposés à la dette ibérique, avec une exposition totale de 177,9 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, dont 29,4 milliards du secteur public espagnol. Les banques britanniques sont quant à elles particulièrement exposées à la dette irlandaise avec 136,6 milliards de dollars, dont seulement 4,6 milliards est issue du secteur public.

Si l’exposition au secteur public paraît faible comparée au total de l’exposition, une faillite éventuelle d’un État aurait des répercussions sur l’ensemble d’un pays, notamment sur le secteur privé. Les banques seraient ainsi amenées à effectuer des amortissements sur les titres de dette privés.

Pour les économistes de la BRI, les perspectives moroses de croissance et la hausse de l’endettement des États a renforcé les craintes quant aux risques que représentent les obligations d’État. Entre la fin 2007 et la fin 2010, les déficits budgétaires moyens dans la zone OCDE ont augmenté de 1% à 8% du produit intérieur brut (PIB) et la dette des États de 73% à 97% du PIB.

La BRI recommande la fin des avantages fiscaux à l’emprunt

Les gouvernements devraient envisager de supprimer les avantages fiscaux accordés aux ménages et aux entreprises pour

l'emprunt, s'ils souhaitent abaisser le niveau de leur dette à des niveaux plus gérables, les politiques fiscales ont probablement joué un rôle dans le fait que « *la dette est à un niveau aussi élevé* ».

Les politiques favorables à l'endettement consistent en des remboursements à taux préférentiels pour les entreprises afin d'émettre des crédits ou en une exonération fiscale pour les remboursements des intérêts des crédits immobiliers.

Si un certain niveau d'endettement peut contribuer à relancer la croissance à travers les investissements des entreprises ou conférer une certaine stabilité en favorisant l'accession à la propriété, un endettement excessif peut avoir des effets négatifs.

Une fois que la dette publique atteint 85% du Produit intérieur brut, toute hausse supplémentaire de l'endettement peut nuire à la croissance, estime la BRI. Les niveaux de dettes dans les grandes économies sont déjà actuellement à des niveaux où tout endettement supplémentaire a un effet négatif.

« *Au cours des 30 dernières années, le ratio de la dette par rapport au PIB (toutes dettes confondues), dans les économies développées a crû sans discontinuité, passant de 167% en 1980 à 314% aujourd'hui. En moyenne, la hausse est de plus de 5 points de pourcentage du PIB par an* », selon le rapport.

Si la dette publique dans l'Union européenne est au centre des préoccupations, ce ne sont pas seulement les gouvernements qui tirent l'endettement à la hausse mais également les ménages et les entreprises.

Les pays occidentaux doivent « *agir vite et de façon décisive face à ces problèmes d'avantages fiscaux* » et maîtriser leur dette publique.

« *Plus ils tardent (à le faire), plus l'impact négatif sur la croissance sera grand, et plus il sera difficile de l'ajuster*

», note l’étude de la BRI.

Le Temps

(Merci à BA)